

Initiatives ministérielles

plus. Bien plus, ils ne veulent pas que les autres apprécient le Canada à sa juste valeur.

D'une certaine façon, ceux qui ont cette attitude sont à plaindre. Ils cherchent la division, la discorde et les soupçons. Ce qu'ils veulent, c'est l'éclatement du pays plutôt que son édification, son écroulement plutôt que son amélioration. Le vrai Canada est loin d'être un pays parfait, mais c'est le meilleur du monde. Aucun Canadien ne devrait se gêner pour le dire tout haut et souvent. C'est la vérité toute pure. Le vrai Canada à son mieux n'est que tolérance, civilité, paix et prospérité. Ce sont des valeurs que les Canadiens aimeraient voir exprimées plus éloquemment dans la nouvelle Constitution et qui, à leurs yeux, devraient se refléter davantage et prendre un sens accru dans leur vie de tous les jours.

Cette loi, bien sûr, n'offre pas la garantie d'un avenir parfait. Il vaudrait mieux qu'une mesure de précaution comme cette loi ne soit pas nécessaire du tout. Notre gouvernement s'est engagé à renouveler le Canada, et rien ne devrait être ménagé pour lui permettre de réaliser cet objectif. C'est pour cette raison que j'exhorte la Chambre à adopter cette loi. J'invite donc tout particulièrement mes collègues députés du Nouveau Parti démocratique à mettre tout parti pris de côté pour reconnaître.

M. Murphy: Après cette observation stupide que vous venez de formuler?

M. Andre: J'ai été dans l'opposition pendant longtemps et je connais bien les différends qui divisent parfois les membres de l'opposition. Je sais aussi que, souvent, le seul moment où les députés de l'opposition arrivent à s'entendre, c'est quand ils s'opposent au gouvernement.

Je demande donc aux députés du Nouveau Parti démocratique, après leurs quatre heures de réunion en caucus, où effectivement les gros mots n'ont pas manqué de voler, de bien vouloir reconnaître que l'enjeu, c'est le maintien du meilleur pays du monde. Je leur demande de ne pas laisser leurs préjugés et leur incapacité à faire corps comme parti mettre en péril le meilleur pays du monde.

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je n'ai pas l'intention de faire une très longue intervention. Toutefois, je tiens à m'exprimer sur ce projet de loi, rendu à l'étape de la troisième lecture, lequel vise à nous donner un instrument très utile dans la société canadienne, la possibilité de consulter la population dans un domaine aussi important que celui de la Constitution.

Il faut savoir, monsieur le Président, qu'au mois d'avril 1991, notre parti a été la seule formation politique qui avait étudié le problème à fond et qui ait eu le courage de proposer aux Canadiens un projet global afin de résoudre la crise constitutionnelle qui, aujourd'hui, a besoin d'être solutionnée dans les plus brefs délais parce que les citoyens sont absolument fatigués, pour ne pas dire écoeurés, de parler de la Constitution.

[Traduction]

Nous avons décidé en avril dernier de présenter une proposition en tant que parti, une proposition en neuf points. J'ai été heureux d'entendre le ministre prendre la parole à la Chambre, hier, et de constater que la proposition en neuf points de notre parti avait été acceptée par le gouvernement, ainsi que le processus. En fait, nous achevons ce processus et en arrivons au dernier élément, le référendum.

Pourquoi avons-nous proposé la tenue d'un référendum? C'est parce que la Constitution d'un pays appartient à son peuple. C'est une proposition très simple. Nous débattons ce problème depuis des années, et cela continue. Les gens profitent de l'occasion pour négocier quelque chose qui les avantage. Quand on parle vraiment avec nos concitoyens, on se fait demander pourquoi il en est ainsi.

Le pays doit absolument avoir une constitution, c'est un problème très important, mais cela ne peut pas rester pour toujours le seul problème auquel on s'intéresse. Cela fait bien l'affaire du gouvernement national et des gouvernements provinciaux de parler de la Constitution, mais quand on s'adresse aux gens, on constate qu'ils ne veulent pas en entendre parler. Ils veulent entendre parler des emplois, de la croissance économique et de l'amélioration des conditions sociales. Dans les journaux, ils ne voient que la Constitution partout. Quand les politiques font un discours sur des questions économiques, les médias posent des questions sur la Constitution.

Nous en avons tous par-dessus la tête. Nous savons que, lorsque la Constitution sera entre les mains des gens, cela deviendra plus délicat pour tous les niveaux de gouvernement d'utiliser ce thème pour éluder les vrais problèmes du pays.

Des voix: Bravo!

• (1100)

M. Chrétien: Nous n'avons pas proposé un référendum comme moyen de régler une impasse. Cela n'a jamais été notre intention. Peu importe le résultat des négociations, il nous faut le soumettre au peuple. Nous devons redonner la Constitution aux Canadiens. C'est ce qu'il faut faire parce qu'il faut que les Canadiens se déclarent en